

ACTION URGENTE

GUATEMALA. RISQUE DE RECOURS À UNE FORCE EXCESSIVE CONTRE DES MANIFESTANTS

Des personnes qui manifestaient pacifiquement contre un projet minier à Casillas (Guatemala) et des passants ont reçu du gaz lacrymogène et ont été dispersés par la police antiémeute le 22 juin. On craint que la police, qui est toujours présente dans la région, ait à nouveau recours à une force excessive.

D'après un responsable de la communauté et plusieurs organisations internationales, le 22 juin, des agents de la police antiémeute ont utilisé du gaz lacrymogène sans discrimination ni sommation contre un groupe de **personnes qui manifestaient contre un projet minier à Casillas** (San Rafael Las Flores, Guatemala). Un grand nombre d'entre elles, dont des personnes âgées et des enfants, auraient été intoxiquées par le gaz lacrymogène. Quatre manifestants ont été arrêtés au cours de l'opération et libérés sans inculpation plus tard dans la journée.

Depuis le 8 juin, des personnes des communautés des alentours empêchaient pacifiquement l'accès aux véhicules liés au projet minier d'Escobal, afin de protester contre les tremblements de terre incessants qui, d'après eux, sont liés aux activités minières. Des policiers étaient présents depuis le début des manifestations, mais le 21 juin, des policiers antiémeutes sont arrivés. Le 22 juin vers 13 heures, après que les manifestants eurent demandé au conducteur d'un camion qui transportait des matériaux pour la mine de faire demi-tour, des policiers antiémeutes ont utilisé du gaz lacrymogène contre eux et les ont chassés. Des organisations de la société civile locales affirment que du gaz lacrymogène a également été utilisé dans des maisons et un établissement médical, où des enfants ont été intoxiqués et ont dû être évacués.

Le 22 juin, Amnesty International a contacté un agent du vice-ministère de la Sécurité, qui a indiqué qu'ils n'avaient pas encore reçu d'informations au sujet des événements à Casillas.

Des organisations internationales et des manifestants ont exprimé leurs craintes que la police continue à utiliser la force de manière excessive. En effet, quatre patrouilles de police ont été aperçues dans la communauté dans l'après-midi du 23 juin.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de respecter, protéger et garantir la liberté de réunion et le droit de manifester pacifiquement à Casillas ;
- appelez la police à agir conformément aux Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ;
- engagez les autorités à mener sans délai une enquête sur les allégations de recours excessif à la force par les policiers en charge de l'opération.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 4 AOÛT 2017 À :

Ministre de l'Intérieur

Francisco Manuel Rivas Lara
Dirección Superior
6a avenida 13-71 zona 1
Ciudad de Guatemala, 01001
Guatemala
Courriel : smvasquez@mingob.gob.gt
**Formule d'appel : Estimado Sr.
Ministro, / Monsieur le Ministre,**

Directeur général de la Police nationale

Nery Ramos Ramos
10 Calle 13-92, Zona 1
Ciudad de Guatemala
Guatemala
Courriel : neryr308@gmail.com
**Formule d'appel : Estimado Sr.
Director, / Monsieur le Directeur,**

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

GUATEMALA. RISQUE DE RECOURS À UNE FORCE EXCESSIVE CONTRE DES MANIFESTANTS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 2 mai 2013, le gouvernement a instauré l'état d'urgence dans la ville de San Rafael Las Flores, située à environ 90 kilomètres de la capitale, et ses environs, après une série d'événements violents près de l'exploitation minière de Minera San Rafael, une filiale de Tahoe Resources Inc, une entreprise basée au Canada et aux États-Unis. En janvier 2013, des inconnus armés avaient attaqué le site minier, causant la mort de deux agents de sécurité et d'une autre personne qui aurait fait partie du groupe ayant attaqué le site. Pour plus d'informations, voir : *Mining in Guatemala: Rights at risk* (<http://www.amnesty.ca/sites/amnesty/files/mining-in-guatemala-rights-at-risk-eng.pdf>).

D'après l'Unité de protection des défenseurs des droits humains au Guatemala (UDEFEGUA), une organisation de la société civile, les militants les plus visés par des attaques au Guatemala sont les défenseurs des droits humains travaillant sur des questions environnementales et foncières. D'après les recherches d'Amnesty International, ils sont constamment soumis à des campagnes de diffamation destinées à les couvrir d'opprobre et à les discréditer afin de les contraindre à arrêter leur travail légitime. Ils font notamment l'objet de fausses accusations et de poursuites pour des motifs forgés de toutes pièces, visant à les réduire au silence. Bien que l'État du Guatemala ait élaboré des lignes directrices et des mécanismes de protection pour les défenseurs des droits humains, ceux-ci s'avèrent inefficaces. Pour plus d'informations, voir les rapports d'Amnesty International (en anglais) intitulés '*We are defending the land with our blood': Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala*' (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en/>) et '*Americas: State Protection Mechanisms for Human Rights Defenders*' (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/6211/2017/en/>).

Nom : manifestants pacifiques à Casillas, Guatemala
Hommes et femmes

AU 153/17, AMR 34/6591/2017, 23 juin 2017